

Imagination et courage

France et Allemagne face au Brexit

Eugène Berg*



Georges Pompidou, qui leva en 1969 le veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Economique Européenne, avait dit : « *Avant l'élection et après l'élection, il y a quelque chose, l'élection* ». A-t-on vraiment compris ce que ressentait les Britanniques vis-à-vis de la construction européenne ?

Angesichts des Brexit

Der Autor schlägt eine Reihe von Maßnahmen vor, um die Europäische Union nach dem Brexit vor weiterem Schaden zu bewahren, u. a. die Sicherung ihrer Außengrenzen, die Verteidigung ihrer wirtschaftlichen Interessen z. B. gegenüber Großmächten wie China – vor allem aber eine größere Nähe zu ihren Bürgerinnen und Bürgern. Red.



général de Gaulle, qui rappelait que pour faire de la politique à la hauteur de l'histoire « *il faut accepter de tout perdre. Sinon quoi ? Le risque ne se divise pas* ».

On verra si les Européens seront à la hauteur de l'Histoire. L'Europe a jusqu'à présent profité des crises qui lui ont permis d'effectuer des bonds qualitatifs. Mais s'agissant d'un séisme de taille, cela exige de la part des dirigeants européens courage politique et vision d'avenir. En premier lieu, ils devront faire preuve

de calme, de lucidité et de détermination, comme l'a dit d'emblée Angela Merkel. Mais aussi agir sans délai, afin d'éviter d'une part la tentation du délitement qui surgit des profondeurs de maints pays membres, de donner d'autre part une nouvelle impulsion au processus de construction européenne. Car quoi que l'on ait pu dire de l'Europe à Moscou, à Washington, à Tokyo ou à Pékin, aucun responsable ne peut souhaiter son effacement, voire sa disparition dans l'état actuel du chaos international, marqué par la conjonction de tant de crises géopolitiques, économique-financières et civilisationnelles. Durant ce processus de divorce qui était appelé certainement à durer, et dont l'issue reste encore incertaine quel que soit le moment où sera actionné le fameux article 50 du Traité de Lisbonne, il conviendra de rassurer les citoyens des pays européens et de leur redonner

Les Britanniques n'ont jamais vraiment adhéré du fond du cœur à cette Europe qu'ils ne réduisent qu'à une zone de libre-échange, assortie d'une coopération intergouvernementale dans quelques domaines, comme les affaires étrangères. « *Nous autres Français, nous ne nous sommes malheureusement jamais donné beaucoup de mal pour comprendre les Anglais* », écrivait déjà Georges Bernanos dans sa *Lettre aux Anglais* (1946). Il est encore temps de le faire, certainement pour assurer la sortie la plus harmonieuse que possible de la Grande-Bretagne, d'accompagner sans trop de dommage l'« automutilation » qu'est le Brexit. En tout cas, la déflagration produite par le référendum du 23 juin s'est répandue sur l'Europe, le Royaume Uni, ses partis et sa population elle-même. Sans doute ni David Cameron, ni Boris Johnson (biographe de Churchill) n'avaient compris l'avertissement du

* Eugène Berg est ancien ambassadeur, enseignant et consultant.

des raisons d'espérer. Certes la France et l'Allemagne, dont les exportations pèsent respectivement 2 % et 3 % du PIB sont moins touchées par le Brexit que l'Irlande (12 %) ou les Pays-Bas (7,6 %), plaques tournantes du commerce européen, mais leur responsabilité politique est primordiale à condition que le couple franco-allemand fasse preuve d'imagination et parvienne à réunir autour de lui un groupe suffisant de pays décidés à aller de l'avant. Il a bien commencé à le faire dès les premières heures et jours de l'après-23 juin.

Dans ce climat de crise, s'il apparaît naturel que les Six signataires du Traité de Rome cherchent à resserrer leurs rangs et raniment la flamme européenne, en revanche la tentation du repli sur soi doit être évitée. On doit dépasser les divisions entre vieux et jeunes Etats européens, entre pays du Nord et du Sud, de l'Ouest et de l'Est. Le noyau des pays fondateurs doit se montrer imaginatif et ouvert.

- Un premier consensus apparaît sur la nécessité de renforcer la protection des frontières extérieures de l'Union, ce qui doit se traduire par la mise en œuvre d'une protection accrue des frontières, en dotant l'agence *Frontex* de moyens accrus et de prérogatives plus robustes. Une véritable politique européenne de l'immigration devrait également être précisée et mise en œuvre.

- Une seconde orientation porte sur la défense des intérêts économiques de l'Europe face aux politiques de dumping de la Chine ou d'autres émergents, ce qui remettrait en cause la négociation sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (*Tafta*).

- Une autre direction porte sur le volet sécuritaire, au sens le plus large et le plus concret. S'il apparaît prématuré d'espérer qu'émerge une véritable politique de la défense, il n'en demeure pas moins nécessaire de se livrer rapidement à une réflexion sur ses moyens et objectifs. Face à des Etats-Unis, où les tendances néo-isolationnistes, se renforcent, face à une Russie renaissante, à une Chine qui ne limitera pas ses ambitions à la seule mer de Chine méridionale, l'inaction et le silence de l'Europe apparaît à divers titres stupéfiants.

- Il conviendra d'avancer dans différentes direc-

tions : une coordination des politiques industrielles dans les domaines de la défense ; de véritables progrès dans le domaine des communications du transport et de la cyber-sécurité. A terme, une coopération *ad hoc* avec les industriels britanniques ne devrait pas être écartée.

Mais ce qu'attendent avant tout les opinions publiques, ce sont des avancées décisives en matière de lutte contre le terrorisme international, en matière de prévention, d'échanges de renseignement, d'harmonisation des procédures et d'échange de personnels.

- Il faut rapprocher l'Europe des citoyens, renforcer la subsidiarité et réduire la bureaucratie européenne. Si les populations européennes se sont éloignées de l'Europe, c'est ce que celle-ci est devenue de moins efficiente, moins protectrice, moins pourvoyeuse de sécurité et de croissance. Cette dérive n'a jamais vraiment été endiguée. Cette dérive n'a jamais vraiment été endiguée. Il conviendrait d'abord que les Parlements nationaux soient mieux associés aux affaires de l'Union et qu'une liaison organique soit mise en place avec le Parlement européen. A terme, on pourrait envisager que la composition de ce dernier provienne en tout ou partie des Parlements nationaux. Cela devait passer par un allègement rapide des législations européennes, l'application du principe de subsidiarité, laissant au divers échelons nationaux et territoriaux, l'initiative et la responsabilité de l'action. Cela exigera aussi un sérieux effort de réflexion et d'action concrète sur le périmètre des commissions, agences, divisions au sein de l'appareil bruxellois. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, s'y était engagé lors de sa prise de fonctions. Il devra produire un rapport annuel, soumis à débat au sein du Parlement européen, sur les progrès accomplis.

Les différentes échéances électorales à venir en 2017, législatives aux Pays-Bas en mars, présidentielles en France en mai, législatives en Allemagne à l'automne, ne doivent pas servir à repousser les échéances car c'est sur leurs résultats concrets que seront jugés les responsables européens qui brigueront les suffrages de leurs électeurs. A cet égard, on pourrait d'ores et déjà réfléchir à la convocation d'une conférence européenne, chargée de redéfinir les institutions et repenser le modèle de développement, idée avancée de ci de là.